

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2022-2023

31 MARS 2023

Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue de réformer en profondeur et de limiter le financement des partis politiques, de consolider la démocratie et de renforcer le rôle des parlementaires et des parlements

(Déposée par M. Bert Anciaux)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (*Moniteur belge* du 20 juillet 1989), notre pays est soumis à une réglementation stricte du financement des partis politiques et à un contrôle des dépenses et de la comptabilité des partis politiques. Auparavant, les partis politiques étaient soutenus au moyen des affiliations et dons de citoyens individuels, ainsi que par le sponsoring d'entreprises et d'organisations.

Les entreprises avaient une influence intrusive sur les partis politiques, lesquels étaient à leur tour financièrement trop dépendants de leurs bailleurs de fonds. Ces relations, parfois très opaques, étaient à juste titre

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2022-2023

31 MAART 2023

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, met het oog op de grondige hervorming en beperking van de financiering van de politieke partijen, de versterking van de democratie en het versterken van parlementsleden en parlementen

(Ingediend door de heer Bert Anciaux)

TOELICHTING

I. INLEIDING

Sinds de inwerkingtreding van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (*Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1989) kent ons land een strikte regeling van de financiering van de politieke partijen en een controle op de uitgaven en de boekhouding van de politieke partijen. Voorheen werden de politieke partijen ondersteund door lidmaatschappen en giften van individuele burgers en sponsoring door bedrijven en organisaties.

De verwevenheid en de macht van het bedrijfsleven op de politieke partijen was indringend. De schatplichtigheid van de politieke partijen aan hun geldschieters eveneens. Deze soms heel ondoorzichtige relaties werden terecht

considérées comme une menace pour une démocratie ouverte. Avant les élections mais aussi en dehors des campagnes électorales, les responsables politiques et les partis sollicitaient des fonds auprès d'entreprises et de personnes et organisations fortunées, ce qui créait une nébuleuse d'interdépendances. Il y avait – et il y a toujours – bien évidemment des sympathisants désireux de soutenir financièrement leurs personnalités politiques et parti de prédilection, mais ce soutien ne se limitait pas à de modestes dons. Il s'agissait bien souvent de sommes considérables, devenues indispensables pour mener des campagnes de grande envergure et acquérir ainsi de l'attention dans les médias. En toute logique, la règle du donnant-donnant s'est rapidement imposée. Il était évident que les bénéficiaires ne mordraient pas la main de leurs «bienfaiteurs», dans laquelle ils mangeaient avidement.

De plus en plus de voix se sont élevées, au sein et en dehors de la scène politique, pour condamner ces pratiques largement répandues comme portant atteinte au principe d'indépendance des parlementaires élus. La dépendance financière susmentionnée menaçait gravement et foulait même aux pieds le principe selon lequel un candidat, une fois élu, doit défendre les intérêts de l'ensemble de la population et de la nation. Elle sonnait le glas de la neutralité des intérêts, désidératas et exigences des généreux bailleurs de fonds: ceux-ci avaient automatiquement un accès privilégié auprès des responsables politiques et du parti qu'ils soutenaient financièrement et ils bénéficiaient d'un traitement préférentiel de leur part. Cette situation favorisait l'entre-soi et augmentait les risques de copinage. Les entreprises amies avaient plus de chances de remporter des marchés publics. Ce n'est pas un hasard si les scandales se sont multipliés: le scandale de la RTT, celui relatif au magasin de meubles de Turnhout, l'affaire Ibramco, l'affaire des obus, l'affaire UNIOP-INUSOP, pour ne citer que quelques-unes des affaires qui ont défrayé la chronique et terni la politique dans les années 1970 et 1980. La revendication d'une plus grande indépendance se faisait entendre avec force, et l'on prenait conscience qu'il était dans l'intérêt d'une démocratie parlementaire d'avoir des partis politiques qui fonctionnent bien.

C'est ainsi qu'à la fin des années 1980, les pratiques précitées ont à juste titre été condamnées par la grande majorité des intéressés comme constituant une menace pour la démocratie, un fondement douteux pour l'action politique et l'attribut d'une politique révolue. Les scandales susmentionnés ont également érodé la confiance et le respect du grand public envers le monde politique.

beschouwd als bedreigend voor een open democratie. Politici en politieke partijen die voorafgaand aan en tussen verkiezingen geld gingen bedelen bij bedrijven, kapitaalkrachtige individuen en organisaties creëerden zo een moeras van wederzijdse afhankelijkheid. Uiteraard waren en zijn er sympathisanten die graag wat geld overhebben voor de steun aan de geprefereerde politici en aan de politieke partij van hun voorkeur. Maar het bleef niet bij kleine bedragen. Het ging vaak over forse bedragen en die werden onontbeerlijk voor grote campagnes en het kopen van media-aandacht. Het gevolg werd snel duidelijk, want voor wat hoort ook wat. Ze aten gulzig uit de hand van hun «weldoeners» en ze zouden niet bijten naar deze hand.

Steeds meer spelers binnen en buiten het politieke bedrijf veroordeelden deze weids verspreide praktijken als een schending van het principe van onafhankelijkheid van verkozen parlementsleden. Het kenmerk dat een verkozen na de verkiezing het belang van heel de bevolking en de natie diende te verdedigen, werd door die financiële afhankelijkheid ernstig bedreigd en zelfs met de voeten getreden. De belangen, de vragen en de eisen van de gulle geldschietters verloren hun neutrale status. Ze hadden automatisch een geprivilegieerde toegang tot en behandeling door de politici en bij de politieke partij waaraan ze geld gaven. Het «ons kent ons»- principe en de vriendjespolitiek maakten veel meer kans. Bevriende bedrijven kregen meer kans op overheidsopdrachten. Niet toevallig stapelden de schandalen zich op: het RTT-schandaal, het schandaal rond de meubelzaak in Turnhout, de Ibramco-affaire, het Obussencontract, de UNIOP-affaire en het Agusta-schandaal. Het zijn maar enkele spraakmakende zaken die in de jaren zeventig en tachtig de politiek teisterden. Er was een luide roep naar meer onafhankelijkheid en men zag ook dat goed functionerende politieke partijen een goede zaak waren voor een goed draaiende parlementaire democratie.

Zo werden deze praktijken op het einde van de jaren tachtig van de vorige eeuw terecht en door de grote meerderheid van betrokkenen veroordeeld als een bedreiging voor de democratie, een dubieuze basis voor beleidsvoering en een kenmerk van voorbijge, oude politiek. Ook voor het grote publiek zorgden deze schandalen voor een verlies aan vertrouwen en respect voor het politieke bedrijf.

Tout cela a induit une mutation radicale des relations entre les pouvoirs publics et les partis politiques. La conviction s'est renforcée qu'un financement public des partis politiques représentés au Parlement permettrait à ces derniers de disposer des moyens de fonctionnement nécessaires, sans que ce financement soit l'apanage des partis représentant les citoyens les plus nantis ou étant les plus proches des entreprises et organisations fortunées. Le raisonnement valait également pour certains partis politiques étroitement liés aux grands piliers de la société, qui disposaient de ressources leur permettant de vivre et survivre grâce aux multiples organisations connexes liées à ces piliers: syndicats, mutuelles, organisations patronales et même institutions financières.

De nombreuses raisons justifiaient que l'on organise et ancre dans la loi un financement public des partis politiques, combiné à une limitation des dépenses électorales et à un contrôle de la comptabilité de ces partis politiques. C'est ainsi qu'à vu le jour la loi du 4 juillet 1989, entre-temps adaptée à plus de dix-sept reprises, la dernière modification en date remontant au 22 décembre 2022 (1).

À cet égard, force est de constater que la préoccupation d'assurer le bon fonctionnement de la démocratie, qui était à l'origine de la loi de 1989, a aussi eu des effets indésirables. Le pouvoir des partis politiques a augmenté considérablement ces trente dernières années, au point de créer une dépendance des élus du peuple aussi grande que par le passé. La majorité des politologues considèrent que cette dépendance réduit substantiellement le pouvoir d'action du Parlement. On n'assiste plus guère à des débats parlementaires véritablement libres. Les élus indépendants et à l'esprit libre se sentent fortement freinés par leur parti, voire soumis, dans certains cas, à la discipline du parti.

Les partis nouveaux venus dans la constellation politique éprouvent, eux aussi, d'énormes difficultés à se profiler face aux partis politiques qui disposent, entre-temps, d'imposantes réserves qu'ils placent et gèrent parfois comme de véritables entreprises bancaires. Pendant les périodes de campagne électorale mais aussi en dehors de celles-ci, les partis politiques consacrent des montants colossaux à leur propagande et publicité. Les sommes qu'ils dépensent par exemple pour être présents sur les réseaux sociaux sont faramineuses. Ce phénomène, combiné à l'application d'un seuil électoral de 5 % et à

Dit alles leidde naar een radicale wijziging in de relatie tussen overheden en politieke partijen. De overtuiging groeide dat een publieke financiering van de politieke partijen die in het Parlement vertegenwoordigd zijn, ervoor zorgen dat al die politieke partijen over de nodige werkmiddelen beschikken en dat deze niet enkel voorbehouden is voor die politieke partijen die de meer begoede burgers vertegenwoordigen of die het dichtst bij kapitaalcrachtige bedrijven en organisaties staan. Dit gold ook voor sommige politieke partijen die sterk verbonden waren aan grote zuilen, met tal van nevenorganisaties, vakbonden, ziekenkassen, patroonsorganisaties en zelfs financiële instellingen en zo financieel konden leven en overleven.

Er dienden zich vele redenen aan om een publieke financiering van politieke partijen, gekoppeld aan een beperking van de verkiezingsuitgaven en de controle op de boekhouding van die politieke partijen wettelijk te organiseren en te verankeren. Dit leidde naar de wet van 4 juli 1989. Deze kende ondertussen heel wat aanpassingen: meer dan zeventien verschillende wijzigingen tot op heden. De recentste aanpassing van de wet dateert van 22 december 2022 (1).

Daarbij mag en moet worden vastgesteld dat de oorspronkelijke zorg voor een goed draaiende democratie, basis voor de wet van 1989, ook neveneffecten met zich meebracht. De macht van de politieke partijen is in de jongste dertig jaar sterk toegenomen. De grotere impact van de politieke partijen veroorzaakte tegelijkertijd een even zo gegroeide afhankelijkheid van de verkozenen van het volk. Bij politicologen overheerst de mening dat het Parlement daardoor veel slagkracht verloor; een vrank en vrij debat van parlementsleden komt nog nauwelijks aan bod. Onafhankelijke en vrij-denkende verkozenen voelen zich sterk geremd en niet zelden door hun partijen gedisciplineerd.

Ook voor nieuwkomers aan het politieke firmament blijkt het uiterst moeilijk om zich te profileren tegenover politieke partijen die ondertussen beschikken over ontzaglijke reserves, soms belegd en beheerd als ware het bankbedrijven. Tijdens, maar ook tussen de verkiezingsstrijd spenderen politieke partijen enorm veel geld aan propaganda en publiciteit. Daarbij zijn zeker de uitgaven voor aanwezigheid in sociale media duizelingwekkend. Koppel dit fenomeen aan een kiesdrempel van minimum 5 % en aan de provinciale kieskringen, en het wordt voor nieuwe politieke groeperingen quasi

(1) Loi du 22 décembre 2022 modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (*Moniteur belge* du 20 janvier 2023).

(1) Wet van 22 december 2022 tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (*Belgisch Staatsblad* van 20 januari 2023).

l'existence de circonscriptions électorales provinciales, fait qu'il est pratiquement impossible pour de nouveaux groupements politiques d'obtenir des élus. Le financement actuel très confortable des partis politiques est devenu pour eux une assurance-vie qui garantit leur pérennité.

II. FINANCEMENT FÉDÉRAL

Le financement (fédéral) des partis politiques est régi par le chapitre 3 (articles 15 à 21 inclus) de la loi du 4 juillet 1989.

Ce financement passe par une dotation payée aux partis politiques par la Chambre des représentants. Il s'agit d'une dotation distincte dans le budget général des dépenses de l'État, gérée par la Chambre. Chaque parti politique qui est représenté à la Chambre des représentants par au moins un membre a droit à une dotation. Cette dotation consiste en un montant forfaitaire et un montant supplémentaire calculé sur la base du nombre de votes obtenus par le parti en question. Si un parti politique est également représenté par au moins un membre au Sénat, il a droit à une dotation majorée.

La dotation aux partis politiques est calculée sur une base annuelle et payée mensuellement, en douzièmes, aux partis politiques. Tant le montant forfaitaire que le montant supplémentaire sont adaptés en fonction de l'indexation des salaires dans le secteur public.

Calcul des dotations fédérales

1) Dotation allouée aux partis politiques comptant au moins un membre à la Chambre – montant forfaitaire:

125 000 euros (non indexé)

125 000 euros x 1,7069 (indexation 1^{er} octobre 2018)
divisé par 1,1487 (indice de base 1^{er} novembre 1994)

= 185 742,58 euros

Montant supplémentaire: 2,5 euros par vote (non indexé)

2,5 euros x nombre de votes obtenus aux élections fédérales x 1,7069 (index 1^{er} octobre 2018) divisé par 1,3459 (indice de base 1^{er} novembre 1994) = **3,17 euros par vote** (arrondi)

onmogelijk om verkozenen te realiseren. De huidige, gulle financiering van de politieke partijen verwerd tot een levensverzekering voor een eeuwig bestaan.

II. FEDERALE FINANCIERING

De (federale) financiering van de politieke partijen wordt geregeld in hoofdstuk 3 (artikelen 15 tot en met 21) van de wet van 4 juli 1989.

Deze financiering wordt toegepast via een dotatie, die door de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de politieke partijen wordt uitbetaald. Het is een afzonderlijke dotatie in de algemene uitgavenbegroting van de Staat, beheerd door de Kamer. Elke politieke partij, die door minstens één lid in de Kamer van volksvertegenwoordigers vertegenwoordigd is, heeft recht op een dotatie. Deze dotatie bestaat uit een forfaitair bedrag en uit een aanvullend bedrag berekend op basis van het aantal stemmen behaald door de betrokken partij. Indien een politieke partij eveneens door minstens één lid in de Senaat vertegenwoordigd is heeft zij recht op een verhoogde dotatie.

De dotatie aan de politieke partijen wordt op jaarbasis berekend en maandelijks in twaalfden aan de politieke partijen uitbetaald. Zowel het forfaitair bedrag, als het aanvullend bedrag worden aangepast in functie van de indexering van de lonen in de openbare sector.

Berekening van de Federale dotaties

1) Dotatie toegekend aan politieke partijen met minstens één lid in de Kamer – forfaitair bedrag:

125 000 euro (niet geïndexeerd)

125 000 euro x 1,7069 (indexaanpassing 1 oktober 2018)
gedeeld door 1,1487 (basisindex 1 november 1994)

= 185 742,58 euro

Aanvullend bedrag: 2,5 euro per stem (niet geïndexeerd)

2,5 euro x aantal behaalde stemmen bij de federale verkiezingen x 1,7069 (index 1 oktober 2018) gedeeld door 1,3459 (basisindex 1 november 2004) = **3,17 euro per stem** (afgerond)

Cela signifie qu'un parti qui obtiendrait par exemple 400 000 voix et au moins un siège à la Chambre des représentants bénéficierait de la dotation suivante:

Montant forfaitaire: 185 742,58 euros

Montant supplémentaire: 2,5 euros x 1,7069 divisé par 1,3459 x 400 000 = 1 268 222,01 euros

Total sur base annuelle: 185 742,58 euros + 1 268 222,01 euros = 1 453 964,59 euros

Total sur base mensuelle: 1 453 964,59 euros / 12 = 121 163,72 euros

Ce parti reçoit donc de la Chambre (l'État) 121 163,72 euros par mois à titre de financement.

2) Dotation complémentaire allouée aux partis politiques comptant au moins un membre au Sénat:

Si un parti est également représenté par au moins un membre au Sénat, il a droit à une dotation complémentaire en plus de sa dotation de base.

Cette dotation complémentaire, qui consiste également en un montant forfaitaire et un montant supplémentaire, est calculée comme suit:

Montant forfaitaire: 50 000 euros (non indexé) 50 000 euros x 1,7069 (indexation 1^{er} octobre 2018) divisé par 1,1487 (indice de base 1^{er} novembre 1994) = **74 297,03 euros**

Montant supplémentaire: 1 euro par vote (non indexé) 1 euro x nombre de votes obtenus aux élections fédérales x 1,7069 (index 1^{er} octobre 2018) divisé par 1,3459 (indice de base 1^{er} novembre 1994)

= 1,27 euro par vote (arrondi)

Dans l'exemple du parti visé au point 1), ayant obtenu 400 000 voix, au moins un siège à la Chambre et au moins un siège au Sénat, la dotation complémentaire en faveur de ce parti serait la suivante:

Montant forfaitaire: 74 297,03 euros

Montant supplémentaire: 1 euro x 400 000 x 1,7069 divisé par 1,3459 = 507 288,80 euros

Total sur base annuelle: 74 297,03 euros + 507 288,80 euros = 581 585,83 euros

Ter illustratie betekent dit dat een partij die bijvoorbeeld 400 000 stemmen en minstens één zetel in de Kamer van volksvertegenwoordigers zou behalen, de volgende dotatie zou ontvangen:

Forfaitair bedrag: 185 742,58 euro

Aanvullend bedrag: 2,5 euro x 1,7069 gedeeld door 1,3459 x 400 000 = 1 268 222,01 euro

Totaal op jaarbasis: 185 742,58 euro + 1 268 222,01 euro = 1 453 964,59 euro

Totaal op maandbasis: 1 453 964,59 euro / 12 = 121 163,72 euro

Deze partij krijgt dus van de Kamer (de Staat) 121 163,72 euro per maand voor haar financiering.

2) Bijkomende dotatie toegekend aan de politieke partijen met minstens één lid in de Senaat:

Indien een partij eveneens vertegenwoordigd is door minstens één lid in de Senaat heeft ze, naast haar basisdotatie, recht op een bijkomende dotatie.

Deze bijkomende dotatie bestaat eveneens uit een forfaitair en een aanvullend bedrag en wordt als volgt berekend:

Forfaitair bedrag: 50 000 euro (niet geïndexeerd) 50 000 euro x 1,7069 (indexaanpassing 1 oktober 2018) gedeeld door 1,1487 (basisindex 1 november 1994) = **74 297,03 euro**

Aanvullend bedrag: 1 euro per stem (niet geïndexeerd) 1 euro x aantal behaalde stemmen bij de federale verkiezingen x 1,7069 (index 1 oktober 2018) gedeeld door 1,3459 (basisindex 1 november 2004)

= 1,27 euro per stem (afgerond)

Ter illustratie betekent dit dat de in punt 1) vermelde partij, met 400 000 stemmen, minstens één zetel in de Kamer en minstens één zetel in de Senaat, de volgende bijkomende dotatie zou ontvangen:

Forfaitair bedrag: 74 297,03 euro

Aanvullend bedrag: 1 euro x 400 000 x 1,7069 gedeeld door 1,3459 = 507 288,80 euro

Totaal op jaarbasis: 74 297,03 euro + 507 288,80 euro = 581 585,83 euro

Total sur base mensuelle: 581 585,83 euros / 12 = 48 465,49 euros

Pour son financement, ce parti reçoit donc de la Chambre (l'État), outre 121 163,72 euros par mois pour la dotation de base, un montant de 48 465,49 euros par mois pour la dotation complémentaire.

Le financement fédéral en faveur des partis politiques sur la base des résultats des élections de la Chambre des représentants de 2019 se présente dès lors comme suit:

– N-VA: 1 086 787 voix (25 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 3 445 114,79 + 1 378 045,91 = **5 083 200,31 euros**;

– Vlaams Belang: 810 177 voix (18 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 2 568 261,09 + 1 027 304,43 = **3 855 605,13 euros**;

– PS: 641 623 voix (20 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 2 033 944,91 + 813 577,96 = **3 107 562,48 euros**;

– CD&V: 602 520 voix (12 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 909 988,40 + 763 995,36 = **2 934 023,37 euros**;

– PTB-PVDA: 584 621 voix (12 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 853 248,57 + 741 299,43 = **2 854 587,60 euros**;

– Open Vld: 579 334 voix (12 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 836 488,78 + 734 595,51 = **2 831 123,90 euros**;

– MR: 512 825 voix (14 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 625 655,25 + 650 262,10 = **2 535 956,96 euros**;

– sp.a (Vooruit): 455 034 voix (9 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 442 457,78 + 576 983,11 = **2 279 480,50 euros**;

– Ecolo: 416 452 voix (13 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 320 152,84 + 528 061,14 = **2 108 253,58 euros**;

– Groen: 413 836 voix (8 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 311 860,12 + 524 744,05 = **2 096 643,78 euros**;

– CdH (Les Engagés): 250 861 voix (5 sièges): 185 742,58 + 74 297,03 + 795 229,37 + 318 091,75 = **1 373 360,73 euros**;

Totaal op maandbasis: 581 585,83 euro / 12 = 48 465,49 euro

Voor haar financiering krijgt deze partij dus van de Kamer (de Staat) naast 121 163,72 euro per maand voor de basisdotatie, eveneens 48 465,49 euro per maand voor de bijkomende dotatie.

Dit geeft vandaag het volgende beeld over de financiering vanuit het federaal niveau aan de politieke partijen op basis van de verkiezingsuitslag van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 2019:

– N-VA: 1 086 787 stemmen (25 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 3 445 114,79 + 1 378 045,91 = **5 083 200,31 euro**;

– Vlaams Belang: 810 177 stemmen (18 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 2 568 261,09 + 1 027 304,43 = **3 855 605,13 euro**;

– PS: 641 623 stemmen (20 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 2 033 944,91 + 813 577,96 = **3 107 562,48 euro**;

– CD&V: 602 520 stemmen (12 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 909 988,40 + 763 995,36 = **2 934 023,37 euro**;

– PTB-PVDA: 584 621 stemmen (12 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 853 248,57 + 741 299,43 = **2 854 587,60 euro**;

– Open Vld: 579 334 stemmen (12 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 836 488,78 + 734 595,51 = **2 831 123,90 euro**;

– MR: 512 825 stemmen (14 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 625 655,25 + 650 262,10 = **2 535 956,96 euro**;

– sp.a (Vooruit): 455 034 stemmen (9 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 442 457,78 + 576 983,11 = **2 279 480,50 euro**;

– Ecolo: 416 452 stemmen (13 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 320 152,84 + 528 061,14 = **2 108 253,58 euro**;

– Groen: 413 836 stemmen (8 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 1 311 860,12 + 524 744,05 = **2 096 643,78 euro**;

– CdH (Les Engagés): 250 861 stemmen (5 zetels): 185 742,58 + 74 297,03 + 795 229,37 + 318 091,75 = **1 373 360,73 euro**;

– Défi: 150 394 voix (2 sièges et aucun sénateur):
185 742,58 + 476 748,98 = **662 491,56 euros**.

Au niveau fédéral, les partis politiques de notre pays sont soutenus à hauteur de **31 722 283,00 euros** par an.

III. AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS

Les partis politiques ne se sont pas limités à un financement à l'échelon fédéral sur la base du résultat des élections de la Chambre des représentants. Ils reçoivent également de l'argent pour financer leur fonctionnement et leurs groupes politiques dans plusieurs autres assemblées parlementaires, comme les parlements des Communautés et des Régions, ou dans des assemblées provinciales et communales. Toutefois, ces moyens financiers sont généralement transférés vers les partis politiques eux-mêmes.

Les partis politiques reçoivent énormément d'argent des autorités publiques. Il y a longtemps que l'autorité fédérale n'est plus la seule à les financer. Les contributions publiques aux partis politiques s'en trouvent considérablement accrues.

Sur la base de la comptabilité des partis politiques déposée auprès de la Chambre des représentants pour l'exercice 2021, on peut dire que les montants alloués par les autorités publiques aux partis politiques sont en forte augmentation:

- pour la N-VA, le montant passe de **5 083 200 euros** à **10 988 000 euros**;
- pour le Vlaams Belang, il passe de **3 855 605 euros** à **8 069 000 euros**;
- pour le PS, il passe de **3 107 562 euros** à **8 609 000 euros**;
- pour le CD&V, il passe de **2 934 023 euros** à **6 529 000 euros**;
- pour le PTB-PVDA, il passe de **2 854 587,60 euros** à **5 800 000 euros**;
- pour l'Open Vld, il passe de **2 831 123,90 euros** à **5 988 000 euros**;
- pour le MR, il passe de **2 535 956,96 euros** à **7 107 000 euros**;
- pour Vooruit, il passe de **2 279 480,50 euros** à **4 788 000 euros**;

– Défi: 150 394 stemmen (2 zetels en geen senator):
185 742,58 + 476 748,98 = **662 491,56 euro**.

Vanuit het federale niveau worden de politieke partijen in ons land ondersteund met jaarlijks **31 722 283,00 euro**.

III. ANDERE OVERHEIDSFINANCIERINGEN

De politieke partijen hebben zich niet beperkt tot een financiering vanuit het federale niveau op basis van de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. In tal van andere gewest- en gemeenschapsparlamenten, ook vanuit provincies en gemeenten, krijgen de politieke partijen geld voor hun werking en voor hun fracties binnen die parlementaire assemblees. Deze middelen worden echter veelal doorgesluisd naar de politieke partijen zelf.

Politieke partijen krijgen enorm veel geld van de overheid. Ze worden al lang niet meer alleen door de federale overheid gefinancierd. Daardoor stijgen de overheidsbijdragen aan de politieke partijen fors.

Op basis van de bij de Kamer van volksvertegenwoordigers neergelegde boekhouding van de politieke partijen voor het boekjaar 2021, stijgen de bedragen vanuit de overheid naar de partijen fors:

- voor N-VA stijgt dit van **5 083 200 euro** naar **10 988 000 euro**;
- voor Vlaams Belang stijgt dit van **3 855 605 euro** naar **8 069 000 euro**;
- voor PS stijgt dit van **3 107 562 euro** naar **8 609 000 euro**;
- voor CD&V stijgt dit van **2 934 023 euro** naar **6 529 000 euro**;
- voor PTB-PVDA stijgt dit van **2 854 587,60 euro** naar **5 800 000 euro**;
- voor Open Vld stijgt dit van **2 831 123,90 euro** naar **5 988 000 euro**;
- voor MR stijgt dit van **2 535 956,96 euro** naar **7 107 000 euro**;
- voor Vooruit stijgt dit van **2 279 480,50 euro** naar **4 788 000 euro**;

- pour Ecolo, il passe de **2 108 253,58 euros** à **6 340 000 euros**;
- pour Groen, il passe de **2 096 643,78 euros** à **4 689 000 euros**;
- pour Les Engagés, il passe de **1 373 360,73 euros** à **5 538 000 euros**;
- pour Défi, il passe de **662 491,56 euros** à **775 000 euros**.

Autrement dit, la contribution totale des pouvoirs publics aux partis politiques de notre pays grimpe de **31 722 000 euros** (contribution de l'autorité fédérale) à **75 220 000 euros** (total des contributions publiques de toutes les composantes belges). C'est plus du double du financement déjà généreux instauré par le législateur fédéral au profit des partis politiques.

S'y ajoute le financement des nombreux membres du personnel administratif et universitaire des groupes politiques et des collaborateurs parlementaires des mandataires politiques, qui n'est pas compris dans les totaux susmentionnés. Il s'agit en l'occurrence d'une contribution publique purement financière aux partis et groupes politiques.

Si nous prenons en compte le coût du personnel politique, nous arrivons à un montant qui est au moins deux fois plus élevé que le montant actuel et à un subventionnement annuel direct ou indirect des partis politiques de l'ordre de **150 millions d'euros**.

IV. LIMITATION DES CONTRIBUTIONS PUBLIQUES AUX PARTIS POLITIQUES

L'idée que le financement des partis politiques a pris des proportions excessives fait presque consensus dans la société et est même partagée par de nombreux responsables politiques. Ce financement est aujourd'hui d'une prodigalité injustifiable et ne répond plus aux objectifs que le législateur poursuivait à la fin des années 1980.

Un consensus se dégage quant à la nécessité d'intervenir de manière radicale tout en veillant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le principe d'un financement public des partis politiques est et reste une bonne chose. L'indépendance des partis politiques doit être garantie solidement, comme c'est le cas pour l'indépendance des parlementaires.

Dans un système équitable, les petits partis devraient eux aussi avoir la possibilité de se positionner, de travailler

- voor Ecolo stijgt dit van **2 108 253,58 euro** naar **6 340 000 euro**;
- voor Groen stijgt dit van **2 096 643,78 euro** naar **4 689 000 euro**;
- voor Les Engagés stijgt dit van **1 373 360,73 euro** naar **5 538 000 euro**;
- voor Défi stijgt dit van **662 491,56 euro** naar **775 000 euro**.

De totale overheidsbijdrage aan de politieke partijen in dit land stijgt bijgevolg van **31 722 000 euro** (federale overheidsbijdrage) naar **75 220 000 euro** (totale overheidsbijdragen van alle Belgische componenten). Dit is meer dan een verdubbeling van de reeds ruime financiering die door de federale wetgever voorzien was voor de politieke partijen.

Daarnaast blijft er de financiering van de vele administratieve en universitaire personeelsleden van de politieke fracties en van de parlementaire medewerkers van de politieke mandatarissen. Die zijn bij de vorige totalen niet bijgeteld. Het gaat hier over een louter financiële overheidsbijdrage aan de politieke partijen en fracties.

Indien we de kostprijs van het politieke personeel zouden meetellen, komen we minstens aan een verdubbeling van het huidige bedrag en zitten we rond een rechtstreekse of onrechtstreekse jaarlijkse subsidiering aan de politieke partijen van ongeveer **150 miljoen euro**.

IV. BEPERKEN VAN DE OVERHEIDSBIJDRAGEN AAN POLITIEKE PARTIJEN

Het is bijna een maatschappelijke consensus en het leeft zeker ook bij heel wat politici dat de financiering van de politiek partijen uit haar voegen is gebarsten. Ze is op dit moment onverantwoord gul en komt niet tegemoet aan de oorspronkelijke doelstellingen van de wetgever eind jaren 1980.

De consensus groeit dat een radicale ingreep zich opdringt, echter zonder het kind met het badwater weg te gooien. Het principe van een overheidsfinanciering van politieke partijen was, is en blijft een goede zaak. De onafhankelijkheid van politieke partijen moet sterk worden gewaarborgd, zoals dat ook geldt voor de parlementsleden.

Een billijk systeem geeft ook kleine partijen de kans om zich te positioneren, slagkrachtig te werken en met

énergiquement et de (sur)vivre dans une certaine sérénité. Deux aspects entrent ici en jeu: (1) la possibilité de prendre part aux élections et (2) la possibilité de participer ensuite au processus décisionnel démocratique de manière indépendante et consciencieuse.

Les nouveaux partis doivent avoir l'opportunité de délivrer leur message à l'opinion publique de manière légitime. Dans d'autres pays, c'est le principe d'une intervention financière des pouvoirs publics dans les coûts de la participation aux élections qui prévaut. Une intervention publique équivalente à la quotité forfaitaire de la dotation allouée à chaque parti ayant au moins un élu à la Chambre (125 000 euros, non indexés) nous paraît raisonnable. Ce montant sera versé aux partis politiques qui parviennent à obtenir 1 % des suffrages. Les partis qui n'y parviennent pas ne reçoivent rien.

Ce système permet aux nouveaux partis qui se lancent avec sérieux de prendre ce risque. S'ils obtiennent un résultat favorable d'au moins 1 %, une partie de leur investissement sera remboursée, même si ce résultat ne leur permet probablement pas de disposer d'élus.

Néanmoins, il faut également que le résultat électoral intervienne aussi dans la détermination des moyens publics. Force est de constater à cet égard que les autres contributions publiques (non fédérales) font croître sensiblement le niveau des subventions accordées à certains partis politiques, allant même jusqu'à doubler le montant de la contribution fédérale déterminée sur la base du résultat des élections. Il paraît acceptable d'autoriser au maximum un doublement de ce financement public fédéral. L'idéal est d'offrir des conditions de concurrence équitables à tous les partis politiques de notre pays.

Il paraît également essentiel de plafonner le financement public des partis. Les partis qui, aujourd'hui, placent leur argent ou l'utilisent pour acquérir un patrimoine immobilier peuvent encore difficilement être considérés comme des partis ayant besoin d'un financement public pour pouvoir fonctionner de manière correcte et indépendante. Un financement public global de 7 millions d'euros maximum semble plus que suffisant pour pouvoir travailler sur des bases sérieuses. Si le financement public global dépasse ce montant, il faudra réduire la contribution fédérale pour revenir en dessous de ce plafond.

Enfin, le montant du financement public semble, d'une manière générale, trop élevé. La présente proposition établit un système qui réduit le montant supplémentaire de la dotation fédérale de 2,5 euros à 2,0 euros et le montant supplémentaire de la dotation complémentaire

enige rust te kunnen (over)leven. Daarbij spelen er twee aspecten: (1) de kans om deel te nemen aan de verkiezingen en (2) de kans om nadien op een onafhankelijke en accurate wijze te kunnen deelnemen aan de democratische besluitvorming.

Nieuwkomers moeten de kans krijgen om op een rechtvaardige wijze hun boodschap mee te delen aan de publieke opinie. In andere landen bestaat het principe dat de overheid financieel tussenkomt in de kosten van het deelnemen aan verkiezingen. Een overheidstussenkomst gelijk aan het forfaitair deel van de dotatie toegekend aan elke partij die één verkozenen heeft in de Kamer (125 000 euro niet geïndexeerd) lijkt ons redelijk. Dit bedrag zal aan de politieke partij betaald worden indien ze erin slagen om 1 % van de stemmen te behalen. Indien men hier niet in slaagt zal dit bedrag niet betaald worden.

Het geeft de kans aan ernstige nieuwkomers om hieromtrent een risico te nemen. Bij een gunstig resultaat van minimum 1 %, ook al hebben ze daarmee vermoedelijk geen verkozenen, wordt toch een deel van hun investering terugbetaald.

Anderzijds moet de verkiezingsuitslag toch ook meetellen in het bepalen van de overheidsmiddelen. Daarbij moet worden vastgesteld dat andere (niet-federale) overheidsbijdragen sommige partijsubsidies wel heel fors verhogen en zelfs meer dan verdubbelen tegenover de federale bijdrage op basis van de verkiezingsuitslag. Het lijkt aanvaardbaar dat er maximum een verdubbeling van die federale overheidsfinanciering kan toegelaten worden. Een gelijk speelveld voor alle politieke partijen in dit land is eveneens optimaal.

Tevens lijkt een plafond op de overheidsfinanciering voor partijen eveneens essentieel. Partijen die vandaag hun geld beleggen of ermee een onroerend patrimonium verwerven, kunnen moeilijk nog bekeken worden als partijen die nood hebben aan een overheidsfinanciering om op een correcte en onafhankelijke wijze te kunnen werken. Een maximale globale overheidsfinanciering van 7 miljoen euro lijkt meer dan voldoende om op een grondige wijze te kunnen werken. Indien de globale overheidsfinanciering dit bedrag overstijgt, moet de federale bijdrage verminderd worden totdat men dit bedrag niet meer te boven gaat.

Tot slot lijkt het bedrag van overheidsfinanciering gewoon te hoog. Dit voorstel formuleert een systeem dat het aanvullend bedrag van 2,5 euro bij de federale dotatie vermindert naar 2,0 euro en het aanvullend bedrag van 1 euro voor de bijkomende dotatie verlaagt naar

de 1 euro à 0,75 euro. Cela permet de modérer le financement devenu exorbitant et de diminuer le financement public fédéral de 6 170 000 euros.

Aujourd'hui, les partis politiques investissent massivement dans la communication et la propagande. De nombreux collaborateurs parlementaires ne travaillent plus pour les parlementaires individuels mais sont affectés aux cellules de communication des partis. Le travail strictement parlementaire est mis au service de la communication du parti, qui doit être rapide et futée. La profondeur et la valeur intrinsèque du débat, des interventions et des propositions semblent moins importantes que d'éphémères bénéfices. Les cellules de communication sont aujourd'hui devenues bien plus développées que les services d'étude.

Dans les comptabilités qu'ils ont déposées pour l'exercice 2021, les partis politiques déclarent eux-mêmes avoir dépensé un montant de plus de 10 millions d'euros pour la publicité et la propagande. Le groupe de recherche belge AdLens a calculé qu'en 2022, les partis politiques ont consacré 5 millions d'euros à des publicités politiques sur *Facebook* et *Instagram*. Ils ont ainsi battu tous les records alors que nous ne sommes encore qu'à un an de l'année électorale 2024. Les présidents du Vlaams Belang, de la N-VA et de Vooruit sont ceux qui dépensent le plus sur les réseaux sociaux, avec des dépenses personnelles s'élevant respectivement à 360 000 euros, 230 000 euros et 130 000 euros. Aux Pays-Bas, l'ensemble des partis politiques n'ont consacré que la moitié de ce montant à la propagande sur les réseaux sociaux au cours de cette même année 2022.

Il semble impossible de prouver que de tels messages publicitaires permettent de dialoguer avec la population ou de mieux informer celle-ci sur les points de vue adoptés par les partis politiques sur le fond des dossiers. Cette communication se caractérise en effet par des mots creux, des slogans lapidaires et de la poudre aux yeux. On peut à tout le moins douter qu'elle consolide la démocratie.

L'aide publique n'est manifestement pas toujours utilisée à des fins politiques. Pour l'exercice 2021, les partis politiques disposent ensemble de liquidités d'un montant de 97 millions d'euros, ce qui peut carrément être considéré comme une épargne (certains parlant même d'un trésor de guerre). C'est ainsi que certains partis politiques s'enrichissent sans le moindre effort. L'année précédente, ces réserves n'étaient «encore que» de 80 millions d'euros. L'augmentation a donc été de

0,75 euro. Op deze wijze wordt de buitensporige financiering getemperd. Dit zorgt voor een vermindering van de federale overheidsfinanciering met 6 170 000 euro.

Vandaag investeren politieke partijen fors in communicatie en propaganda. Vele parlementaire medewerkers worden bij de individuele parlementsleden weggehaald om in de communicatiecellen van de partijen te gaan zitten. Het strikte parlementair werk wordt ondergeschikt gemaakt aan de snelle en gladder communicatie van de partij. Diepgang en intrinsieke waarde van debat, tussenkomsten en voorstellen lijkt minder essentieel dan vluchtig gewin. Communicatiecellen werden ondertussen veel groter dan studiediensten.

In de neergelegde boekhoudingen voor het boekjaar 2021 werd door de politieke partijen zelf meegedeeld dat ze voor een bedrag van meer dan 10 miljoen euro aan publiciteit en propaganda uitgaven. De Belgische onderzoeksgroep AdLens berekende dat de politieke partijen in 2022 aan politieke advertenties op *Facebook* en *Instagram* 5 miljoen euro hebben uitgegeven. Daarmee worden alle records gebroken, nog voorafgaand aan het verkiezingsjaar 2024. Partijvoorzitters van Vlaams Belang, N-VA en Vooruit zijn de *big spenders* op deze sociale media met persoonlijke uitgaven van respectievelijk 360 000 euro, 230 000 euro en 130 000 euro. In Nederland werd voor hetzelfde jaar 2022 door alle politieke partijen samen de helft besteed aan propaganda op sociale media.

Het lijkt onmogelijk te bewijzen dat zulke advertenties een dialoog met de bevolking realiseren of de bevolking beter informeren over de inhoudelijke standpunten van de politieke partijen. Zulke communicatie blinkt immers uit in holle woorden, lapidair slogans en goedkoop gewin. Of daarmee de democratie versterkt wordt, is minstens te betwijfelen.

De overheidssteun wordt duidelijk niet altijd gebruikt voor politieke doeleinden. De politieke partijen hebben voor het boekjaar 2021 samen een bedrag van 97 miljoen euro aan liquide middelen. Dit mag onomwonden als een spaarpot (sommigen gewagen van een oorlogskas) worden geïnterpreteerd. Politieke partijen worden zo slapend rijk. Een jaar voordien bedroegen deze reserves «nog slechts» 80 miljoen euro. Een groei van 17 miljoen euro op amper één jaar. Met een totaal

17 millions en un an à peine. Avec un patrimoine total de 156,8 millions d'euros, les partis politiques belges sont plus riches que jamais.

L'enjeu ne réside pas seulement dans le montant du financement des partis politiques. Dans le débat sur le financement des partis, il convient d'abord et surtout de s'interroger sur le fonctionnement optimal d'une démocratie parlementaire et sur la mesure dans laquelle le financement des partis et groupes politiques y contribue.

V. SÉPARER LE FINANCEMENT ET LES MOYENS DES PARTIS POLITIQUES DE CEUX DES GROUPES POLITIQUES

Le glissement qui s'opère d'un travail parlementaire approfondi vers une communication superficielle n'est pas ce que nous appelons de nos vœux. Il serait préférable que les moyens alloués aux groupes politiques et aux collaborateurs parlementaires soient définitivement réaffectés au travail législatif et de contrôle à effectuer. Il nous semble que le glissement du rapport de force du pouvoir législatif au profit du pouvoir exécutif et des partis n'est pas une évolution heureuse. Il faut y mettre un terme.

Les groupes politiques au sein des Parlements et des conseils provinciaux perçoivent des subventions en principe destinées à soutenir leur fonctionnement dans ces assemblées, à couvrir leurs frais de personnel et dépenses matérielles et à leur permettre de mener les activités qu'ils jugent raisonnablement nécessaires, d'engager des collaborateurs et de couvrir les dépenses qui s'y rapportent.

Mais en pratique, les subventions allouées aux groupes sont rétrocédées en grande partie aux partis politiques (2).

La réglementation de l'Union européenne interdit le transfert de fonds des groupes du Parlement européen vers les partis politiques européens. L'article 20.5 du règlement (UE, EURATOM) n° 1141/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes prévoit à cet égard que «les dons provenant des budgets de groupes politiques au sein du Parlement européen» en faveur d'un

vermogen van 156,8 miljoen euro zijn de Belgische politieke partijen rijker dan ooit.

Het gaat hier niet louter over de hoogte van het bedrag van de financiering van politieke partijen. Het debat over de financiering van de politieke partijen moet zich eerst en vooral bevragen over een optimaal functioneren van een parlementaire democratie en de mate waarin de financiering van politieke partijen en politieke fracties daartoe bijdraagt.

V. EEN SCHOT TUSSEN DE FINANCIERING EN MIDDELEN VAN POLITIEKE PARTIJEN EN DIE VAN FRACTIES

De verschuiving van diepgaand parlementair werk naar oppervlakkige communicatie is niet wat we voor ogen hebben. Het is beter dat de middelen vanuit de fracties en de medewerkers vanuit de Parlementen terug sterk ingezet worden in het wetgevend en controlerend werk dat moet verricht worden. De verschuiving in kracht van wetgevende naar uitvoerende macht en van de wetgevende naar de partijen, lijkt ons geen positieve zaak. Dit moet een halt toegeroepen worden.

Fracties in de Parlementen en de provincieraden krijgen toelagen. Die fractietoelagen zijn in beginsel bestemd om de werking van de fracties in de Parlementen en de provincieraden te ondersteunen. Zij dienen om de personele en materiële kosten of uitgaven van de fractie te dekken, met als doel het functioneren van de fractie te bevorderen door de fractie in staat te stellen de daarvoor naar haar redelijk oordeel noodzakelijke activiteiten te ontplooiën, medewerkers aan te stellen en de daarmee gemoeide uitgaven te bekostigen.

In de praktijk worden fractietoelagen echter in grote mate doorgeschoven naar de politieke partijen (2).

De regelgeving van de Europese Unie verbiedt dat geldmiddelen van de fracties van het Europees Parlement worden doorgesluisd naar de Europese politieke partijen. Artikel 20.5 van de verordening (EU, EURATOM) nr. 1141/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende het statuut en de financiering van Europese politieke partijen en Europese politieke stichtingen bepaalt dienaangaande dat «donaties uit de begrotingen van fracties in het Europees Parlement»

(2) B. Maddens, J. Smulders et W. Wolfs, *De prijs van politiek. Over de portefeuille van de partijen*, Louvain, Lannoo Campus, 2019, p. 44 et suiv.

(2) B. Maddens, J. Smulders et W. Wolfs, *De prijs van politiek. Over de portefeuille van de partijen*, Leuven, Lannoo Campus, 2019, blz. 44 e.v.

parti politique européen ou d'une fondation politique européenne sont interdits (3).

Les Pays-Bas ont également séparé les moyens financiers alloués aux groupes de ceux alloués aux partis politiques. Les contributions octroyées aux groupes politiques ne peuvent pas être utilisées pour couvrir des dépenses pour lesquelles les partis politiques peuvent recevoir une indemnité en vertu de la législation sur le financement des partis politiques (article 3.2 du règlement néerlandais sur le soutien financier aux groupes politiques de la Deuxième Chambre 2014) (4).

La présente proposition de loi vise à réaliser une séparation similaire entre, d'une part, les subventions allouées aux groupes et, d'autre part, le financement des partis politiques. Les moyens octroyés aux groupes politiques doivent être affectés à leur fonctionnement au sein du Parlement.

De même, tous les collaborateurs des groupes et collaborateurs des parlementaires ou des conseillers provinciaux doivent travailler pour le groupe ou pour le parlementaire ou le conseiller provincial. Mettre ces collaborateurs à la disposition des partis pour qu'ils travaillent pour des cellules de communication ou des services d'étude constitue une utilisation abusive du soutien financier octroyé aux groupes et aux parlementaires. Pour que la démocratie fonctionne bien, il faut veiller à ce que les Parlements et les parlementaires soient correctement encadrés et soutenus dans leur rôle législatif et de contrôle. Faire travailler ces collaborateurs pour les partis équivaut à violer cette règle et sera désormais punissable.

C'est la raison pour laquelle nous instaurons en Belgique une séparation similaire entre les subventions octroyées aux groupes et le financement des partis politiques. En outre, les collaborateurs des groupes politiques ne peuvent plus être employés par ou pour un parti politique et doivent s'occuper de la politique parlementaire ou provinciale. Cela permettra de rééquilibrer en faveur des Parlements le rapport de force entre les partis politiques et le parlement, ainsi qu'entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

VI. COMPOSITION DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 4 juillet 1989 règle la composition de la Commission de contrôle. Elle

aan een Europese politieke partij of Europese politieke stichting verboden zijn (3).

Ook in Nederland is er een schot tussen de financiële middelen van de fractie en die van de politieke partij. De bijdrage die aan de fractie is verstrekt, mag niet worden gebruikt ter bekostiging van uitgaven waarvoor politieke partijen een vergoeding kunnen ontvangen op grond van de wetgeving op de financiering van politieke partijen (artikel 3.2 van de Regeling Financiële Ondersteuning fracties Tweede Kamer 2014) (4).

Dit wetsvoorstel heeft tot doel een gelijkaardige scheiding tussen de fractietoelagen en de financiering van de politieke partijen te realiseren. Fractiemiddelen moeten aangewend worden voor de werking binnen het Parlement.

Tevens moeten alle fractiemedewerkers én medewerkers van de parlementsleden of provincieraadsleden werken voor de fractie of voor het parlements lid, respectievelijk provincieraadslid. Het ter beschikking stellen van de partijen voor communicatiecellen of studiediensten is een oneigenlijk gebruik van de ondersteuning van de fracties en parlementsleden. Een goed draaiende democratie zorgt ervoor dat Parlementen en parlementsleden goed omkaderd en bijgestaan worden in de wetgevende en controlerende taak. Dit schenden door het laten werken voor de partij wordt strafbaar.

Daarom voeren we in België een gelijkaardige scheiding in tussen de fractietoelagen en de financiering van de politieke partijen. Tevens kunnen fractiemedewerkers niet tewerkgesteld worden bij of voor een politieke partij en moeten ze zich bezighouden met het parlementair of respectievelijk provinciaal beleid. Het zal ervoor zorgen dat het onevenwicht in macht tussen de politieke partijen en het Parlement en tussen de uitvoerende macht en de wetgevende macht terug in het voordeel van de Parlementen kan hersteld worden.

VI. SAMENSTELLING VAN DE CONTROLE-COMMISSIE

Artikel 1, eerste lid, 4^o, van de wet van 4 juli 1989 regelt de samenstelling van de Controlecommissie. De

(3) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02014R1141-20180504&from=FR>.

(4) <https://wetten.overheid.nl/BWBR0035068/2020-01-28>.

(3) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/HTML/?uri=CELEX:02014R1141-20180504&from=EN>.

(4) <https://wetten.overheid.nl/BWBR0035068/2020-01-28>.

est composée de dix-sept membres de la Chambre des représentants et de quatre experts, dont deux néerlandophones et deux francophones proposés par la Chambre des représentants. La commission est présidée par le président de la Chambre des représentants. À l'exception du président, les membres et les experts ont le droit de vote.

Le GRECO («*Group of States against Corruption*») considère depuis longtemps que cette composition de la Commission parlementaire de contrôle constitue une atteinte à l'indépendance du contrôle des finances des partis politiques. Avec une telle composition, la responsabilité de ce contrôle repose tout simplement sur les partis eux-mêmes.

Une modification législative de 2014 a quelque peu répondu à cette critique en ajoutant quatre experts externes à la Commission de contrôle. Ces derniers restent toutefois minoritaires au sein de la commission.

C'est pourquoi il est proposé que la Commission de contrôle soit composée exclusivement d'experts externes. Cela permettra de mettre en place un système de contrôle le plus indépendant possible à l'égard des partis politiques et garantissant au maximum un suivi substantiel et adéquat.

VII. MESURES EN VUE DE PROMOUVOIR L'IMPLICATION SOCIÉTALE DES PARTIS POLITIQUES

La réglementation légale belge sur le financement des partis politiques a été adoptée lorsqu'il est apparu que le système de financement entièrement privé entraînait une dépendance excessive à l'égard des dons d'entreprises. Cette dépendance conduisait à des abus.

Le système légal qui a été instauré en 1989 prévoyait de limiter fortement le financement privé des partis politiques. Il interdit les dons de personnes morales. Seules les personnes physiques peuvent faire des dons aux partis politiques. Une personne physique peut donner au maximum 500 euros par an au même parti politique, à ses mandataires et à ses candidats. Au total, elle peut donner 2 000 euros par an à plusieurs partis, à leurs mandataires et à leurs candidats. Les dons de 125 euros et plus doivent être enregistrés.

Pour compenser cette limitation stricte du financement privé, la législation belge prévoit un généreux financement public des partis politiques. Des études montrent qu'en Belgique, la part des autorités publiques dans les

commissie is samengesteld uit zeventien leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en vier experts, van wie twee Nederlandstaligen en twee Franstaligen, die worden voorgedragen door de Kamer van volksvertegenwoordigers. De commissie wordt voorgezeten door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Met uitzondering van de voorzitter hebben de leden en de experts stemrecht.

GRECO (de *Group of States against Corruption*) beoordeelt deze samenstelling van de parlementaire controlecommissie reeds geruime tijd als een aantasting van de onafhankelijke controle op de partijfinanciën. Door die samenstelling berust de verantwoordelijkheid voor die controle finaal bij de politieke partijen zelf.

Een wetwijziging van 2014 kwam enigszins aan deze kritiek tegemoet door de uitbreiding van de controlecommissie met vier externe deskundigen. Zij blijven echter een minderheid binnen de commissie.

Om die reden wordt voorgesteld om de controlecommissie exclusief samen te stellen uit externe experts. Daardoor wordt een controlesysteem uitgewerkt dat zo veel mogelijk onafhankelijk is van de politieke partijen en dat een substantiële en adequate controle zo veel mogelijk waarborgt.

VII. BEVORDERING VAN DE MAATSCHAPPELIJKE BETROKKENHEID VAN DE POLITIEKE PARTIJEN

De Belgische wettelijke regeling inzake partijfinanciering is tot stand gekomen toen bleek dat het systeem van volledige private financiering leidde tot een te grote afhankelijkheid van bedrijfsgiften. Die afhankelijkheid leidde tot misbruiken.

Het wettelijke systeem dat in 1989 werd ingevoerd, voorziet in een sterke beperking van de private financiering van de politieke partijen. Giften van rechtspersonen zijn verboden. Alleen natuurlijke personen kunnen giften doen aan politieke partijen. Een natuurlijke persoon mag jaarlijks maximaal 500 euro schenken aan eenzelfde politieke partij, haar mandatarissen en kandidaten. In totaal mag hij jaarlijks 2 000 euro schenken aan verschillende partijen, hun mandatarissen en kandidaten. Giften van 125 euro en meer moeten worden geregistreerd.

De Belgische wetgeving voorziet, ter compensatie van die strikte inperking van de private financiering, in een ruime financiering van de politieke partijen door de overheid. Uit studies blijkt dat het aandeel van de

recettes des partis est très élevée par rapport à ce qui se fait dans d'autres pays occidentaux (5). Des comparaisons internationales indiquent que ce financement des partis politiques est beaucoup plus élevé dans notre pays que chez nos voisins.

En Allemagne, aux Pays-Bas et dans l'ensemble de l'Union européenne, la participation des autorités publiques dans le financement des partis politiques est nettement plus faible. Ces pays appliquent le principe des «*matching funds*» (fonds de contrepartie). Il prévoit que les subventions accordées par les autorités publiques aux partis politiques dépendent dans une certaine mesure du nombre de membres qu'ils ont ou des recettes privées qu'ils recueillent.

La large participation des autorités publiques dans le financement des partis politiques présente effectivement de gros inconvénients. Tout d'abord, il s'agit naturellement de fonds publics qui ne peuvent plus être investis ailleurs. Mais, plus important encore, les partis politiques ressentent moins le besoin d'une implication dans la société. Leur financement est garanti même s'ils ont peu ou n'ont pas de membres ou de recettes privées. Les partis risquent ainsi de devenir de puissantes organisations, mais sans véritable lien avec la société. Des personnalités fortes peuvent ainsi créer des partis unipersonnels sans aucun contrôle interne ni implication dans la société.

Aux Pays-Bas, une subvention n'est accordée à un parti politique que s'il compte au moins mille membres qui ont le droit de siéger et de voter au sein du parti et qui lui versent chacun une cotisation minimale de 12 euros par an. L'adhésion est attestée par une déclaration explicite de volonté du membre. Le parti politique doit donc prouver une implication minimale dans la société et une organisation démocratique minimale pour être éligible à une subvention publique.

Nous introduisons une disposition similaire dans la législation belge afin de garantir, d'une part, une plus grande implication des partis politiques dans la société et, d'autre part, un meilleur contrôle démocratique. Un nombre de deux mille membres nous paraît nécessaire pour que l'on puisse parler d'une implication significative dans la société.

VIII. INDÉPENDANCE DES PARLEMENTAIRES

Il ressort de la comptabilité des partis politiques pour l'exercice 2021 que de grosses sommes d'argent destinées au financement des partis proviennent aussi des

overheid in de inkomsten van de partijen in België zeer hoog is in vergelijking met andere westerse landen (5). Internationale vergelijkingen leren ons dat die financiering van politieke partijen in ons land veel hoger is dan in de ons omliggende landen.

In Duitsland, Nederland en de Europese Unie is het aandeel van de overheid in de financiering van de politieke partijen significant kleiner. Deze landen hanteren het principe van de «*matching funds*». Dat houdt in dat de subsidies die door de overheid aan de politieke partijen worden verstrekt, in zekere mate afhankelijk zijn van het aantal leden dat ze hebben of van de private inkomsten die zij verwerven.

Het grote aandeel van de overheid in de financiering van de politieke partijen heeft inderdaad aanzienlijke nadelen. Vooreerst betreft het uiteraard overheidsmiddelen die niet elders kunnen worden besteed. Belangrijker is evenwel dat de politieke partijen minder nood ervaren om voeling te houden met de samenleving. De financiering is gewaarborgd, ook al hebben de partijen weinig of geen leden of private inkomsten. Partijen dreigen op die wijze sterke organisaties te worden, doch zonder een wezenlijke binding met de samenleving. Sterke figuren kunnen zo eenmanspartijen oprichten zonder enige interne controle en betrokkenheid bij de samenleving.

Nederland kent slechts een subsidie aan een politieke partij toe indien zij beschikt over duizend leden die vergader- en stemrechten hebben in de politieke partij en die elk per jaar minimaal 12 euro bijdrage betalen. Het lidmaatschap blijkt uit een uitdrukkelijke wilsverklaring van betrokkene. Een minimale basis in de maatschappij en een minimale democratische organisatie van de partij zelf zijn dus vereisten voor een politieke partij om in aanmerking te komen voor een overheidssubsidie.

We voeren in de Belgische wetgeving een gelijkaardige bepaling in, om een grotere maatschappelijke betrokkenheid te realiseren en een grotere democratische controle. Een aantal van tweeduizend leden lijkt nodig om een relevante betrokkenheid bij de samenleving te realiseren.

VIII. ONAFHANKELIJKE PARLEMENTSLEDEN

Uit de boekhouding van de politieke partijen voor het boekjaar 2021 blijkt dat heel wat geld voor de partijfinanciering ook gehaald wordt bij de politieke mandatarissen.

(5) B. Maddens, J. Smulders et W. Wolfs, *op. cit.*, p. 65.

(5) B. Maddens, J. Smulders en W. Wolfs, *op. cit.*, blz. 65.

mandataires politiques. Au total, 11 448 000 euros d'indemnités des parlementaires ont été reversés aux partis politiques. C'est un montant énorme qui, en réalité, constitue aussi indirectement un financement public des partis politiques, dès lors que les indemnités parlementaires sont également payées avec des deniers publics.

En outre, ces contributions sont souvent contraires à l'esprit de la législation initiale relative au financement des partis politiques, puisque les dons des personnes physiques (ce que sont les parlementaires) ne peuvent pas dépasser 500 euros par an pour un même parti et 2 000 euros par an pour l'ensemble des partis. De nombreux partis politiques ne respectent pas cette règle générale et mettent la pression sur leurs mandataires pour qu'ils reversent des montants bien plus élevés au parti. C'est la raison pour laquelle une exception avait été inscrite dans la loi à partir de l'année 2000 pour les mandataires politiques, qui ne sont désormais plus soumis aux règles de limitation à 500 et 2 000 euros.

Ce principe est malsain. Les parlementaires doivent pouvoir disposer d'un revenu suffisamment élevé pour garder leur indépendance face aux tentatives de corruption. Ils doivent servir l'intérêt général en toute indépendance. Le financement indirect des partis politiques au moyen de deniers publics, qui vient s'ajouter au confortable financement public organisé, n'est pas une bonne chose.

Contrôler le respect des plafonds légaux de dons à un parti politique, que la présente proposition fixe à 3 000 euros par an pour les mandataires, est dans l'intérêt de l'indépendance des parlementaires.

IX. SUPPRESSION DU FINANCEMENT PAR DES PERSONNES OU ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

La réglementation belge autorise non seulement les Belges, mais aussi les personnes physiques étrangères à faire des dons aux partis politiques et aux candidats. Dans le même ordre d'idées, des entreprises étrangères et des personnes morales dont le siège social est établi à l'étranger peuvent aussi sponsoriser des partis politiques et des candidats.

Le système permet ainsi que le processus démocratique belge soit influencé depuis l'étranger ou, à tout le moins, donne l'impression qu'une telle influence étrangère est possible. C'est la raison pour laquelle les dons et le sponsoring provenant de l'étranger ne sont pas souhaitables. Même si une interdiction des dons et du sponsoring en

In totaal gaat er 11 448 000 euro van de vergoeding voor de volksvertegenwoordigers naar de politieke partijen. Dat is een enorm bedrag dat eigenlijk onrechtstreeks ook een overheidsfinanciering is voor de politieke partijen. De parlementaire vergoedingen worden immers ook met overheidsmiddelen betaald.

Bovendien zijn deze bijdragen vaak in strijd met de geest van de oorspronkelijke wetgeving op de financiering van politieke partijen, daar natuurlijke personen (wat parlementsleden zijn) jaarlijks slechts maximaal 500 euro mogen schenken aan eenzelfde partij en maximaal 2 000 euro jaarlijks aan verschillende partijen. Vele politieke partijen respecteren deze algemene regelgeving niet en zetten hun mandatarissen onder druk om veel grotere bedragen te betalen aan de partij. In de wet werd daarom vanaf het jaar 2000 ook een uitzondering voor de politieke mandatarissen opgenomen, waarvoor de regels rond beperking tot 500 euro en 2 000 euro niet gelden.

Dit is geen gezond principe. Parlementsleden moeten kunnen beschikken over een voldoende hoog inkomen om ook onafhankelijk te staan voor pogingen om met geld zaken te kunnen bekomen. Parlementsleden moeten in alle onafhankelijkheid het algemeen belang dienen. De onrechtstreekse financiering van overheidsmiddelen voor de politieke partijen, naast de reeds riant georganiseerde overheidsfinanciering, is niet goed.

Een controle op de naleving van de wettelijke maxima, in dit voorstel 3 000 euro jaarlijks voor mandatarissen, als gift aan een politieke partij is in het belang van de onafhankelijkheid van de parlementsleden.

IX. SCHRAPPING VAN DE FINANCIERING DOOR BUITENLANDSE PERSONEN OF ONDERNEMINGEN

De Belgische regelgeving laat toe dat niet alleen Belgen maar ook buitenlandse natuurlijke personen giften doen aan politieke partijen en kandidaten. In dezelfde zin is het ook mogelijk dat buitenlandse ondernemingen en rechtspersonen die hun maatschappelijke zetel in het buitenland hebben, politieke partijen en kandidaten sponsoren.

Het Belgische democratische proces kan aldus worden beïnvloed vanuit het buitenland. Minstens wordt de schijn gewekt dat een dergelijke buitenlandse beïnvloeding mogelijk is. Om die reden zijn buitenlandse giften en sponsoring ongewenst. Ook al kan een verbod op buitenlandse giften en sponsoring de financiering van

provenance de l'étranger risque d'affecter quelque peu le financement des partis politiques, cet argument ne pèse pas lourd face à la nécessité de protéger le bon fonctionnement de la démocratie.

X. ENTRÉE EN VIGUEUR

En 2024, il y aura des élections fédérales, communales et régionales, ainsi que des élections européennes et communales. Personne ne peut en prédire le résultat.

Pour éviter toute suspicion à l'égard de l'un ou l'autre parti, il semble préférable de faire en sorte que les modifications au financement des partis politiques entrent en vigueur après les élections de 2024, ce qui permettra de repartir sur des bases saines et de faire comprendre au personnel actuel qu'une nouvelle ère pourrait se faire jour après les élections.

Grâce aux modifications proposées, les Parlements et parlementaires nouvellement élus pourront aussi entamer leurs travaux dans une plus grande indépendance et avec un nouveau dynamisme.

L'entrée en vigueur de la loi ici proposée doit donc être prévue après les élections générales de mai 2024.

XI. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article dispose que la loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 5^o, de la Constitution, en vertu duquel la Chambre et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour «les lois concernant le financement des partis politiques et le contrôle des dépenses électorales».

Article 2

L'article 1^{er}, 4^o, de la loi du 4 juillet 1989 règle la composition de la Commission de contrôle.

L'article 2 prévoit que la Commission de contrôle soit composée exclusivement d'experts externes, de telle manière que le système de contrôle soit le plus indépendant possible à l'égard des partis politiques et qu'il garantisse autant que possible un contrôle substantiel et adéquat.

Article 3

L'article 3 vise à insérer un nouvel article dans la loi du 4 juillet 1989, en vue de limiter à 1 million d'euros

politieke partijen enigszins aantasten, weegt dit niet op tegen de noodzakelijke bescherming van de goede werking van de democratie.

X. INWERKINGTREDING

In 2024 zijn er federale, gemeenschaps- en gewestverkiezingen, evenals Europese en gemeentelijke verkiezingen. Niemand kan de uitslag voorspellen.

Om geen verdachtmaking te krijgen tegen deze of gene partij, lijkt het beter om de wijzigingen in de financiering van de politieke partijen te laten ingaan na de verkiezingen van 2024. Zo kan er met een zuivere lei gewerkt worden. Dit is ook correct ten aanzien van het bestaande personeel dat beseft dat na de verkiezingen er andere tijden kunnen aanbreken.

Deze wijzigingen geven ook de mogelijkheid aan de nieuw verkozen Parlementen en parlementsleden om op een meer onafhankelijke wijze én met nieuwe kracht hun werkzaamheden op te starten.

De inwerkingtreding van deze wet moet dus voorzien worden na de algemene verkiezingen van mei 2024.

XI. ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1

Dit artikel bepaalt dat deze wet een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 5^o, van de Grondwet, op grond waarvan Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn voor «de wetten met betrekking tot de financiering van politieke partijen en de controle op de verkiezingsuitgaven».

Artikel 2

Artikel 1, 4^o, van de wet van 4 juli 1989 regelt de samenstelling van de Controlecommissie.

Artikel 2 heeft tot doel de controlecommissie exclusief samen te stellen uit externe experten. Daardoor wordt een controlesysteem uitgewerkt dat zo veel mogelijk onafhankelijk is van de politieke partijen en dat een substantiële en adequate controle zo veel mogelijk waarborgt.

Artikel 3

Artikel 3 heeft tot doel een nieuw artikel in te voegen in de wet van 4 juli 1989 om de uitgaven van de politieke

par an les dépenses exposées par les partis politiques, entre les élections, en matière de communication, de publicité et de propagande. Cette disposition a pour but de restreindre les sommes folles qui sont dépensées chaque année, notamment sur les réseaux sociaux. Sont ici visées les dépenses globales des partis politiques, y compris celles des mandataires ou des administrateurs ou présidents des partis en question.

Article 4

L'article 4 prévoit qu'une subvention n'est allouée à un parti politique que s'il compte au moins deux mille membres ayant le droit de siéger et de voter au sein du parti et lui versant chacun une cotisation minimale de 12 euros par an. L'adhésion est attestée par une déclaration explicite de volonté du membre concerné. Le parti politique doit donc prouver une implication minimale dans la société et une organisation démocratique minimale pour être éligible à une subvention publique. Nous voulons ainsi stimuler l'implication des partis politiques dans la société.

L'article 4 modifie donc l'article 15*bis* de la loi du 4 juillet 1989 de manière à insérer dans la législation belge une disposition analogue à ce que prévoit la législation néerlandaise en la matière.

Article 5

L'actuel article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1989, énonce ce qui suit:

«La dotation annuelle totale allouée à chaque parti politique qui satisfait aux conditions des articles 15 et 15*bis*, est composée des montants suivants:

1° un montant forfaitaire de 125 000 euros. Ce montant est majoré de 50 000 euros si au sein du Sénat au moins un membre appartient au même parti politique;

2° un montant supplémentaire de 2,5 euros par vote valable exprimé, qu'il s'agisse d'un vote de liste ou d'un vote nominatif, émis sur les listes de candidats reconnues par le parti politique lors de la dernière élection législative en vue du renouvellement intégral de la Chambre des représentants. Ce montant est majoré de 1,00 euro par vote valable exprimé pour l'élection de la Chambre des représentants si au sein du Sénat, au moins un membre appartient au même parti politique.»

L'article 5 vise à diminuer les montants de la dotation aux partis politiques, en ramenant de 2,5 euros à 2,00 euros

partijen tussen verkiezingen in op het vlak van communicatie, publiciteit en propaganda te beperken tot jaarlijks 1 miljoen euro. Dit heeft tot doel de waanzinnige jaarlijkse uitgaven aan onder andere sociale media aan banden te leggen. Het gaat hier over de globale uitgaven van de politieke partijen, inclusief mandatarissen of bestuurders of voorzitters van die politieke partij.

Artikel 4

Artikel 4 heeft tot doel slechts een subsidie aan een politieke partij toe te kennen indien zij beschikt over tweeduizend leden die vergader- en stemrechten hebben in de politieke partij en die elk per jaar minimaal 12 euro bijdrage betalen. Het lidmaatschap blijkt uit een uitdrukkelijke wilsverklaring van betrokkene. Een minimale basis in de maatschappij en een minimale democratische organisatie van de partij zelf zijn dus vereisten voor een politieke partij om in aanmerking te komen voor een overheidssubsidie. Op deze wijze wensen we de maatschappelijke betrokkenheid van de politieke partijen te bevorderen.

Artikel 4 wijzigt artikel 15*bis* van de wet van 4 juli 1989, om in de Belgische wetgeving een gelijkaardige bepaling op te nemen als in de Nederlandse wetgeving.

Artikel 5

Het huidige artikel 16, eerste lid, van de wet van 4 juli 1989 luidt nu als volgt:

«De totale jaarlijkse dotatie is voor elke politieke partij, die aan de voorwaarden van de artikelen 15 en 15*bis* voldoet, samengesteld uit de volgende bedragen:

1° een forfaitair bedrag van 125 000 euro. Dit bedrag wordt verhoogd met 50 000 euro indien in de Senaat minstens een lid tot dezelfde politieke partij behoort;

2° een aanvullend bedrag van 2,5 euro per geldig uitgebrachte stem, ongeacht of het een lijststem dan wel een naamstem is, op de door de politieke partij erkende kandidatenlijsten bij de laatste wetgevende verkiezing tot de gehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit bedrag wordt verhoogd met 1,00 euro per geldig uitgebrachte stem voor de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers indien in de Senaat minstens een lid tot dezelfde politieke partij behoort.»

Artikel 5 heeft tot doel om de bedragen van de dotatie aan de politieke partijen te verminderen, waarbij het

le montant supplémentaire, et de 1 euro à 0,75 euro le montant attribué en supplément de la dotation complémentaire si, au Sénat, au moins un membre appartient au même parti politique, et ce afin de permettre la réalisation d'une économie de 6 170 000 euros par an.

L'article 5 vise en outre à plafonner le montant global des contributions publiques à 7 000 000 d'euros maximum par parti, tout en veillant à ce qu'il n'excède pas le double du montant des contributions de l'autorité fédérale.

On constate aujourd'hui que les partis politiques sont souvent assis sur une montagne d'argent, ce qui ne pouvait être l'objectif du législateur lorsqu'il a instauré les règles de financement des partis politiques. Une limitation du montant annuel maximum semble donc indispensable.

Par ailleurs, on constate que de nombreuses autres sources de financement ont vu le jour depuis l'adoption de la loi du 4 juillet 1989 et que celles-ci ne sont pas toujours liées aux résultats électoraux. C'est la raison pour laquelle cet article prévoit un montant maximum ne pouvant excéder le double de la dotation publique fédérale aux partis politiques. Cela permet d'instaurer des conditions de concurrence équitables dans l'ensemble du pays. Si le financement public global excède le double du montant de la dotation publique fédérale ou s'il excède 7 000 000 d'euros, la dotation fédérale est alors écrêtée jusqu'à atteindre le maximum légal.

Article 6

L'article 6 vise à instaurer, en Belgique, une séparation entre les subventions allouées aux groupes et le financement des partis politiques. Cette disposition interdit que les moyens alloués aux groupes politiques des différents parlements soient transférés aux partis politiques respectifs. Les contributions octroyées aux groupes politiques ne peuvent pas être utilisées pour couvrir des dépenses pour lesquelles les partis politiques peuvent recevoir une indemnité en vertu de la législation sur le financement des partis politiques.

Cette disposition vaut aussi pour les collaborateurs des groupes ou les collaborateurs payés par les Parlements respectifs. La pratique qui consiste à mettre du personnel politique, payé par les Parlements, à la disposition des partis, relève d'une utilisation abusive des fonds et

aanvullend bedrag van 2,5 euro verminderd wordt naar 2,00 euro en het bedrag van 1,00 euro als verhoging indien er een lid is in de Senaat van die politieke partij, wordt verminderd naar 0,75 euro, om een besparing te realiseren van 6 170 000 euro per jaar.

Artikel 5 heeft daarnaast tot doel de globale overheidsbijdragen te beperken tot 7 000 000 euro maximum per partij en tevens de globale overheidsbijdragen te beperken tot maximum het dubbele van de federale overheidsbijdragen.

Vandaag merken we dat politieke partijen vaak op een berg geld zitten, wat niet de doelstelling kon zijn van de wetgever bij het creëren van de regelgeving voor de financiering van politieke partijen. Een beperking van het maximaal jaarlijks bedrag lijkt daarom noodzakelijk.

Bovendien hebben we vastgesteld dat sinds de wet van 4 juli 1989 er tal van andere nieuwe financieringsbronnen zijn gecreëerd, die niet altijd te linken zijn aan de verkiezingsuitslagen. Daarom voorziet dit artikel in een maximum bedrag dat niet meer kan zijn dan het dubbele van de federale overheidsdotatie voor de politieke partij. Op die wijze wordt in heel het land een gelijk speelveld ontwikkeld. Indien de globale overheidsfinanciering het dubbele van de federale overheidsdotatie of de 7 000 000 euro overstijgt, dan wordt de federale dotatie afgetopt tot het wettelijk maximum.

Artikel 6

Artikel 6 heeft tot doel in België een scheiding tussen de fractietoelagen en de financiering van de politieke partijen te realiseren. Deze bepaling verbiedt dat geldmiddelen van de fracties van de verschillende parlementen worden doorgesluisd naar de respectievelijke politieke partijen. De bijdrage die aan de fractie is verstrekt, mag niet worden gebruikt ter bekostiging van uitgaven waarvoor politieke partijen een vergoeding kunnen ontvangen op grond van de wetgeving op de financiering van politieke partijen.

Deze bepaling geldt eveneens voor fractiemedewerkers of medewerkers betaald door de respectievelijke Parlementen. De inzet van politiek personeel, betaald door Parlementen, wordt beschouwd als middelen en toelagen die onder dit verbod vallen. De naleving en

subventions alloués aux groupes et est donc soumise, à ce titre, à l'interdiction visée ici. Il appartient aux Parlements et aux provinces respectifs de veiller à la mise en œuvre de cette réglementation et d'en contrôler le respect.

L'article 6 vise également à mettre des limites au financement incontrôlé des partis politiques par des mandataires politiques, lesquels sont eux-mêmes payés par les pouvoirs publics, c'est-à-dire par la collectivité. Dans l'article 16*bis*, la disposition selon laquelle les versements que les mandataires politiques font à leur parti politique ou à ses composantes ne sont pas considérés comme des dons est supprimée et remplacée par une disposition qui autorise l'octroi d'un don de 3 000 euros maximum par an à un parti politique. On garantit ainsi une plus grande indépendance des mandataires politiques vis-à-vis de leur parti et l'on met fin à un nouveau financement public indirect et déguisé des partis politiques.

Articles 7, 8 et 9

Les articles 7, 8 et 9 visent à faire en sorte que des entreprises étrangères et des personnes morales ayant leur siège social à l'étranger ne puissent pas sponsoriser des partis politiques et des candidats. Il s'agit d'éviter toute influence étrangère sur le processus démocratique en Belgique.

Article 10

L'objectif de cet article est d'instaurer une intervention financière unique des pouvoirs publics en faveur des partis ou groupements de partis politiques qui parviennent à obtenir 1 % des suffrages aux élections fédérales sans pour autant décrocher un siège à la Chambre des représentants. Le montant de cette intervention publique est limité à 125 000 euros.

Cet article doit permettre aux nouveaux partis de combler partiellement leur retard par rapport aux partis déjà bien établis et subsidiés et ainsi de participer aux élections.

*
* *

controle hierop wordt bij de respectievelijke Parlementen en provincies gelegd.

Artikel 6 heeft ook tot doel de uit de hand gelopen financiering van politieke partijen door politieke mandatarissen, die op hun beurt door de overheid en dus de gemeenschap betaald worden, aan banden te leggen. In artikel 16*bis* wordt de bepaling waarin staat dat de bijdragen van politieke mandatarissen aan hun politieke partij of haar componenten niet als giften worden beschouwd geschrapt en vervangen door een maximale gift aan een politieke partij van 3 000 euro per jaar. Hiermede worden de politieke mandatarissen meer onafhankelijk van hun partij en stoppen we een onrechtstreekse nieuwe en verdoken overheidsfinanciering van de politieke partijen.

Artikelen 7, 8 en 9

Artikelen 7, 8 en 9 hebben tot doel het onmogelijk te maken dat buitenlandse ondernemingen en rechtspersonen die hun maatschappelijke zetel in het buitenland hebben, politieke partijen en kandidaten kunnen sponsoren. Ten dien einde willen we de Belgische democratische besluitvorming niet laten beïnvloeden vanuit het buitenland.

Artikel 10

Dit artikel heeft tot doel een eenmalige overheidstussenskomst te realiseren voor die politieke groeperingen die bij de federale verkiezingen erin slagen een stempercentage van 1 % te behalen en daardoor geen verkozene in de Kamer van volksvertegenwoordigers behalen. De overheidstussenskomst wordt beperkt tot 125 000 euro.

Het doel van dit artikel is om de achterstand voor nieuwkomers tegenover gevestigde en reeds gesubsidiëerde partijen een stuk te milderen en zo deelname aan verkiezingen mogelijk te maken.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 2

Dans l'article 1^{er} de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 1°, alinéa 2, dernier tiret, est abrogé;

2° le 4°, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit:

«4° Commission de contrôle: une commission composée de six experts, dont trois néerlandophones et trois francophones, nommés par la Chambre des représentants. Après chaque renouvellement intégral de la Chambre des représentants, la Chambre des représentants nomme les experts. Après leur nomination, la commission est installée. Il en est fait état dans un procès-verbal que le président de la Chambre des représentants porte à la connaissance de la Chambre. La Commission exerce les compétences qui lui sont confiées par la loi à partir du jour de son installation. Les experts n'ont pas de mandat électoral, ne sont pas ni n'ont été employés par un parti politique ou une composante d'un parti politique. Ils exercent leurs tâches de manière indépendante. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions et s'abstiennent de tout acte incompatible avec la nature de leurs tâches.»

Article 3

Dans la même loi, il est inséré un article 14/1bis rédigé comme suit:

«Article 14/1bis. Un parti politique, ses composantes, ses candidats ainsi que ses mandataires politiques et administrateurs ne peuvent dépenser, ensemble, plus de 1 000 000 d'euros par an en publicité, propagande et réclame. Sont visées en l'espèce toutes les formes de publicité, de propagande et de réclame, tant visuelles que sonores et écrites. Ce montant ne comprend pas

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 2

In artikel 1 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1°, tweede lid, laatste streepje, wordt opgeheven;

2° de bepaling onder 4°, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

«4° Controlecommissie: een commissie samengesteld uit zes experten, van wie drie Nederlandstaligen en drie Franstaligen, die worden benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Na elke algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers benoemt de Kamer van volksvertegenwoordigers de experten. Na hun benoeming wordt de commissie geïnstalleerd. Hiervan wordt melding gemaakt in een proces-verbaal, dat door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers ter kennis van de Kamer wordt gebracht. De commissie oefent de haar bij de wet opgedragen bevoegdheden uit vanaf de dag van haar installatie. De experten hebben geen kiezersmandaat en zijn geen werknemer of voormalige werknemer van een politieke partij of een component van een politieke partij. Zij voeren hun taken onafhankelijk uit. Zij vragen noch aanvaarden instructies en onthouden zich van elke handeling die onverenigbaar is met de aard van hun taken.»

Artikel 3

In dezelfde wet wordt een artikel 14/1bis ingevoegd, luidende:

«Artikel 14/1bis. Een politieke partij, haar componenten, haar kandidaten en politieke mandatarissen en bestuursleden mogen samen jaarlijks niet meer dan 1 000 000 euro besteden aan publiciteit, propaganda en reclame. Het betreft hier alle vormen van publiciteit, propaganda en reclame en dit zowel visueel, auditief als schriftelijk. In dit bedrag zijn de uitgaven bedoeld in

les dépenses visées aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi ni celles visées aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques.»

Article 4

Dans l'article 15*bis* de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995 et modifié par la loi du 23 mars 2007, il est inséré, avant l'alinéa 1^{er}, un nouvel alinéa rédigé comme suit:

«Pour pouvoir bénéficier de la dotation prévue à l'article 15, un parti doit compter, au 1^{er} janvier de l'année concernée, au moins deux mille membres qui ont le droit de siéger et de voter au sein du parti politique et qui lui versent chacun une cotisation minimale de 12 euros par an. L'adhésion est attestée par une déclaration explicite de volonté du membre.»

Article 5

Dans l'article 16 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 1^{er}, 2^o, le chiffre «2,5» est remplacé par le chiffre «2,00», et le chiffre «1,00» est remplacé par le chiffre «0,75»;

2^o entre les alinéas 2 et 3, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit:

«Le montant total des contributions publiques qu'un parti politique reçoit annuellement de l'ensemble des composantes des pouvoirs publics belges ne peut excéder le double du montant de la dotation qui lui est allouée en vertu de l'alinéa 1^{er}. En outre, le montant total des dotations publiques qu'un parti politique reçoit annuellement de l'ensemble des pouvoirs publics belges ne peut en aucun cas excéder 7 000 000 d'euros. Si l'un des plafonds visés dans le présent alinéa est dépassé, la dotation lui allouée en vertu de l'alinéa 1^{er} sera réduite jusqu'à atteindre le montant maximal de 7 000 000 d'euros ou le double du montant de la dotation allouée en vertu de l'alinéa 1^{er}.»

de artikelen 2, 3, 4 en 5 van deze wet en de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid, niet inbegrepen.»

Artikel 4

In artikel 15*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 23 maart 2007, wordt vóór het eerste lid een nieuw lid toegevoegd, luidende:

«Om aanspraak te kunnen maken op de dotatie waarin is voorzien bij artikel 15, moet een partij op 1 januari van het betrokken jaar beschikken over tweeduizend leden die vergader- en stemrechten hebben in de politieke partij en elk per jaar minimaal 12 euro bijdrage betalen. Het lidmaatschap blijkt uit een uitdrukkelijke wilsverklaring van betrokkene.»

Artikel 5

In artikel 16 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid wordt in de bepaling onder 2^o het getal «2,5» vervangen door het getal «2,00» en het getal «1,00» vervangen door het getal «0,75»;

2^o tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

«Het totale bedrag aan overheidsbijdragen vanuit alle geledingen van de Belgische overheden dat een politieke partij jaarlijks ontvangt, mag niet meer bedragen dan het dubbele van de haar op grond van het eerste lid verleende dotatie. Tevens kan het totale bedrag dat een politieke partij jaarlijks aan overheidsdotaties van alle Belgische overheden samen ontvangt, nooit meer bedragen dan 7 000 000 euro. Indien een van de in dit lid bedoelde maxima overschreden wordt, zal de haar op grond van het eerste lid verleende dotatie worden verminderd tot het maximale bedrag van 7 000 000 euro of het dubbele van de op grond van het eerste lid verleende dotatie.»

Article 6

Dans l'article 16*bis* de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré, entre les alinéas 4 et 5, un nouvel alinéa rédigé comme suit:

«Les groupes politiques des Chambres fédérales, des parlements de Communauté et de Région et des conseils provinciaux ne peuvent pas faire de dons à des partis politiques ou à leurs composantes, à des listes, à des candidats ni à des mandataires politiques. Les collaborateurs politiques payés par les Chambres fédérales, les parlements de Communauté et de Région et les conseils provinciaux ne peuvent pas non plus être employés auprès de partis politiques ou de leurs composantes, ni exercer des activités pour ceux-ci. Ces collaborateurs politiques sont censés s'occuper des travaux parlementaires et assister les mandataires de leur groupe dans leur mission législative et de contrôle. Cette règle vaut également pour les collaborateurs parlementaires ou provinciaux qui sont assignés à un parlementaire ou un conseiller provincial individuel. Le contrôle et la surveillance à cet égard sont exercés par les parlements et conseils provinciaux respectifs et, en cas d'infraction, les partis politiques sont punis des amendes prévues à l'article 16*bis*/1. Les greffiers des parlements respectifs et les directeurs des conseils provinciaux sont tenus de signaler les infractions à la Commission de contrôle visée à l'article 1^{er} de la présente loi.»;

2° dans l'alinéa 2, la phrase «Les versements que les mandataires politiques font à leur parti politique ou à ses composantes ne sont pas considérés comme des dons.» est remplacée par la phrase «Les versements que les mandataires politiques font à un parti politique ou à ses composantes ne peuvent pas dépasser le montant de 3 000 euros par an.»

Article 7

Dans l'article 16*bis* de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots «ou étrangères» sont chaque fois supprimés;

2° dans l'alinéa 2, les mots «ou étrangères» sont supprimés.

Artikel 6

In artikel 16*bis* van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het vierde lid en het vijfde lid wordt een nieuw lid ingevoegd luidende:

«De politieke fracties van de Federale Kamers, de Gemeenschaps- en Gewestparlementen en de provincieraden kunnen geen gift doen aan politieke partijen, hun componenten, lijsten, kandidaten en politieke mandatarissen. Evenmin kunnen politieke medewerkers betaald door de Federale Kamers, de Gemeenschaps- en Gewestparlementen en de provincieraden tewerkgesteld worden bij of werkzaamheden verrichten voor politieke partijen of hun componenten. Deze politieke medewerkers worden geacht zich bezig te houden met de parlementaire werkzaamheden en de mandatarissen van hun fractie bij te staan in hun wetgevende en controlerende opdracht. Dit laatste geldt eveneens voor de parlementaire of provinciale medewerkers die aangesteld worden bij een individueel parlementslid of provincieraadslid. De controle en het toezicht hierop wordt uitgevoerd door de respectieve parlementen en provincieraden en de politieke partijen worden gesanctioneerd met geldboetes bij inbreuken zoals voorzien in artikel 16*bis*/1. Griffiers van de respectieve parlementen en de directeurs van de provincieraden moeten inbreuken melden aan de controlecommissie zoals voorzien in artikel 1 van deze wet.»;

2° in het tweede lid wordt de zin «De bijdragen van politieke mandatarissen aan hun politieke partij of haar componenten worden niet als giften beschouwd.» vervangen door de zin «De bijdragen van politieke mandatarissen aan een politiek partij of haar componenten mogen jaarlijks het bedrag van 3 000 euro niet overstijgen.»

Artikel 7

In artikel 16*bis* van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 juni 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden «of buitenlandse» telkens opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden «of buitenlandse» opgeheven.

Article 8

Dans l'article 16*bis*/1, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 6 janvier 2014 et modifié par la loi du 15 juillet 2018, les mots «Les entreprises, les associations de fait et les personnes morales» sont remplacés par les mots «Seules les entreprises, les associations de fait et les personnes morales dont le siège social est établi en Belgique».

Article 9

Dans l'article 16*ter*, § 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les mots «sa nationalité,» sont supprimés.

Article 10

Il est inséré, dans la même loi, un article 16*quater* rédigé comme suit:

«Article 16*quater*. Un montant forfaitaire de 125 000 euros est alloué au parti politique qui a participé aux élections de la Chambre des représentants et y a obtenu un pour cent des voix sans avoir d'élu à la Chambre des représentants.»

Article 11

La présente loi entre en vigueur le jour des prochaines élections de la Chambre des représentants en 2024.

Le 14 mars 2023.

Artikel 8

In artikel 16*bis*/1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2014 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 2018, worden de woorden «Ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen» vervangen door de woorden «Alleen ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen met maatschappelijke zetel in België».

Artikel 9

In artikel 16*ter*, § 2, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de woorden «zijn nationaliteit,» opgeheven.

Artikel 10

In dezelfde wet wordt een artikel 16*quater* ingevoegd, luidende:

«Artikel 16*quater*. Een forfaitair bedrag van 125 000 euro wordt toegekend aan de politieke partij die deelnam aan de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en hierbij één procent van de stemmen vergaarde zonder een verkozene te hebben in de Kamer van volksvertegenwoordigers.»

Artikel 11

Deze wet treedt in werking op de dag van de eerstvolgende verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers in 2024.

14 maart 2023.

Bert ANCIAUX.